



CONCERTATION REGIONALE SUR LA SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST

ABIDJAN (CÔTE D'IVOIRE) DU 13 AU 15 MARS 2012

Avis conjoint sur la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest

Les déficits céréalier et fourrager au Sahel se confirment et entraînent déjà des crises localisées qui pourraient s'aggraver si les actions d'atténuation engagées ne sont pas renforcées.

La production céréalière brute au Sahel et en Afrique de l'Ouest révisée en mars 2012 est estimée à 54 780 000 tonnes contre 54 451 000 tonnes, évaluée en novembre 2011. Elle est en baisse de 9% par rapport à 2010 et en hausse de 5% par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Au Sahel, la production céréalière révisée est de 16 424 000 tonnes contre 16 613 000 tonnes. Elle est en forte baisse par rapport à l'année dernière (26%) et en baisse de 3 % par rapport à la moyenne des 5 dernières années. La quasi-totalité des pays du CILSS accusent une baisse de production céréalière variant entre 9% et 56% par rapport à 2010. Cette année, les baisses de production céréalière les plus importants sont enregistrés en Gambie (56%), au Tchad (49%), au Sénégal (36%), au Niger (31%), en Mauritanie (34%) et au Burkina Faso (20%).

Par ailleurs, la situation pastorale reste difficile dans beaucoup de régions en raison du mauvais développement des pâturages, le mauvais remplissage des points d'eau et de surpâturages avec comme conséquence une transhumance précoce et perturbée.

Depuis la fin des récoltes, les niveaux d'approvisionnement des marchés se sont légèrement améliorés. Mais l'offre n'a pas suffi pour pousser significativement les prix à la baisse. Les niveaux des prix pratiqués sur les marchés sont élevés plus que leurs niveaux de l'année passée à la même période et la moyenne des 5 dernières années. Les tendances à la hausse des prix sont légèrement estompées au premier trimestre 2012, avec des prix plus proches de leur moyenne quinquennale, sauf au Mali. Les principaux flux de surplus ont été relevés pour le mil/sorgho à partir du Burkina vers le Niger, du Nigeria vers le Niger et du Salamat vers le Sahel Tchadien. Pour le maïs, il y a les flux de la Côte d'Ivoire vers le Mali Sud et la Mauritanie, du Bénin vers le Niger et le Nigeria, du Nigeria vers le Niger et du Burkina Faso en direction du Mali (au ralenti). Les marchés pourront assurer une part de la réponse à la crise localisée de cette année. Cependant, il est impératif d'assurer un approvisionnement correct des zones déficitaires. Au même moment, il faut favoriser l'accès à l'alimentation des populations affectées par des opérations ciblées dans le but d'augmenter l'offre domestique des produits alimentaires et les revenus. Pour faire face à cette situation, les pays ont engagé des actions d'atténuation à travers des plans de réponse adéquate à la situation actuelle.

Les troubles sociaux et politiques en cours dans la bande sahélienne risquent cependant d'exercer de fortes pressions sur le marché régional et pousser davantage les prix à la hausse. Vu la baisse des productions agro-pastorales et les prix élevés des denrées alimentaires, l'accessibilité des ménages les plus vulnérables dans les régions affectées est déjà compromise et risque de s'aggraver à l'entrée de la période de soudure, si les plans de réponse en cours, y compris le renforcement des moyens d'existence des ménages, ne sont pas suffisamment soutenus.

Sur la base de ce qui précède, il convient de poursuivre le lobbying pour accentuer la lutte contre les tracasseries routières. Les acteurs publics devront éviter de perturber les marchés par des achats concentrés dans l'espace et le temps et faire appliquer les principes de la charte de prévention et gestion des crises alimentaires.

La malnutrition au Sahel et en Afrique de l'Ouest reste une question prioritaire et urgente. En effet, des taux très élevés de malnutrition aigue globale ($\geq 15\%$) ont été enregistrés en 2011 en particulier dans des régions du Tchad, Mali, Sénégal, Mauritanie, le Nord de certains pays côtiers. De même, des prévalences élevées ($\geq 10\%$ - $< 15\%$) ont été observées dans des zones localisées de certains pays, notamment le Burkina Faso, le Niger et la Gambie. Par ailleurs, la forte prévalence de la malnutrition chronique est également persistante dans l'ensemble des pays de la sous-région. Les difficultés alimentaires enregistrées cette année pourraient avoir un impact négatif sur les niveaux déjà préoccupants constatés. Cette situation exige d'assurer la précocité des réponses aux situations d'urgence tout en renforçant les programmes de prévention et de développement prenant en compte les spécificités de chaque pays au profit des groupes les plus vulnérables.

Dans les conditions actuelles, les populations en face d'une insécurité alimentaire sévère dans toute la région et qui ont besoin d'une assistance immédiate sont estimées à 5 706 321 de personnes, avec un pic au Niger et au Tchad. Aucune situation de catastrophe alimentaire ou de famine n'est attendue au Sahel et en Afrique de l'Ouest, si les interventions des Etats et leurs partenaires sont davantage soutenues.

Compte tenu de tout ce qui précède, il est important de :

- Soutenir davantage les actions d'atténuation en cours à travers des instruments souples et rapidement mobilisables ;
- Briser le cercle vicieux des crises alimentaires et nutritionnelles récurrentes par des mesures de développement de moyen et long terme permettant de renforcer la résilience des populations vulnérables.

Abidjan, le 15 mars 2012

La Rencontre